



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 29, NUMÉRO 4, NOVEMBRE 2007

La poésie retrouvée de la justice sociale

Il y avait de l'effervescence dans l'air en ce matin de juin où Martin Khor a fait une visite aux bureaux d'Inter Pares.

Sans répit, Martin va dans le monde entier rencontrer dirigeants et experts du Nord comme du Sud. C'est un militant, un chercheur et un conteur renommé; ses histoires sont drôles, bien articulées et donnent à réfléchir. Nous avons discuté de bien des choses comme les défis et les limites de la solidarité et de la coopération internationales.

Martin a tenu à rappeler qu'en 1998 ce sont des militantes et des militants canadiens qui ont fait front commun avec des organisations des pays du Sud pour torpiller l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui aurait octroyé aux multinationales des pouvoirs exorbitants. C'est la combinaison de la force citoyenne du Nord et de la mobilisation et de la sensibilisation dans les pays du Sud qui a permis d'assener un coup fatal à l'AMI. Aujourd'hui, il faut faire face à l'Organisation mondiale du commerce et aux accords commerciaux qui privilégient la protection des investissements au détriment du bien commun. Mais comme dit Martin, « il ne faut jamais s'avouer vaincu. Nous appartenons à un courant de luttes historiques ».

Les structures du pouvoir sont de plus en plus complexes et obscures pour les militants et les gens ordinaires. Cependant, la solidarité internationale permet de rassembler les relations et l'expertise nécessaires pour remettre en question un pouvoir inégal qui maintient les populations dans la misère, les contraint à l'exode et perpétue la violence.

En documentant des cas de violation des droits de la personne ou en prenant à parti le système mondial du commerce qui place le profit devant la dignité des êtres humains, les organisations citoyennes parviennent de plus en plus à effectuer des recherches rigoureuses et à en diffuser largement les résultats. Cela permet de renforcer la prise de conscience et d'améliorer la compréhension de la dynamique du pouvoir et de l'articulation des luttes locales et mondiales. En rassemblant les connaissances et les expériences des unes et des autres et en réunissant des données factuelles, la société civile peut être un puissant contrepoids à l'injustice. Au cours des trois dernières décennies, Inter Pares a mis à la disposition d'organisations et de communautés du monde entier notre appui politique et financier et notre solidarité. Avec nos homologues en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Canada, Inter Pares, enrichie par l'histoire de nos actions, met de l'avant et partage le savoir développé.



Manifestation canadienne en appui à la paix et la démocratie en Birmanie.

Comme le dit Arundhati Roy, écrivaine et militante : « À une époque où l'opportunisme est roi, lorsque tout espoir semble perdu, lorsque tout se résume à une transaction commerciale, nous devons trouver le courage de rêver. D'être poètes à nouveau. Poètes, parce que convaincus par les valeurs de la justice, de la liberté et de la dignité. Pour toutes et tous. Nous devons faire cause commune et, pour cela, il nous faut comprendre comment tourne cette grosse vieille machine, pour qui et contre qui elle tourne. Qui paie le prix et qui en retire les profits. »

Dans notre quête pour comprendre le monde et le transformer et afin d'assembler les morceaux, il est important de cerner la nature des collaborations internationales. L'espoir d'un monde meilleur réside dans l'entraide que nous nous offrons à l'intérieur et par-delà nos frontières. C'est à chacun de nous de se reconnaître comme acteur de plein droit. L'espoir réside dans le partage d'idées et d'actions, de nos erreurs tout autant que de nos réussites les plus éclatantes. Car l'inspiration se trouve à la convergence des combats et des apprentissages, aux confins de la sphère d'action et de rencontre de différentes personnes.

Les personnes évoquées dans ce *Bulletin* ont trouvé le courage de rêver et d'agir pour la justice, la liberté et la dignité. Nous avons toutes et tous notre place dans leurs actes de résistance et dans la poésie retrouvée.

Sortir les Rohingyas de l'oubli

Le régime répressif des militaires birmanes a soumis et continue de soumettre les Rohingyas, une minorité musulmane de l'ouest de la Birmanie, à des persécutions et des discriminations systématiques. Cette minorité est privée de la citoyenneté birmane; ses déplacements sont limités; elle subit le travail forcé, les persécutions religieuses et l'extorsion. Sur le plan international, le drame des Rohingyas n'est guère connu. Chris Lewa est coordonnatrice du Projet Arakan, une organisation de défense des droits de la personne qui œuvre depuis sept ans à mettre leur situation sur le devant de la scène.

Dans les lignes qui suivent, Chris Lewa raconte à Rebecca Wolsak, membre de l'équipe d'Inter Pares, une partie de son parcours militant dans le mouvement pour la démocratie et les droits de la personne en Birmanie.



Camp de réfugiés rohingyas au Bangladesh.

Chère Rebecca,

Lorsque je suis arrivée en Thaïlande en 1994, j'avais dans l'idée de faire le tour de l'Asie du Sud-Est avec un sac à dos. À Mae Sot, à la frontière avec la Birmanie, j'ai rencontré une bénévole australienne qui donnait des cours dans un camp de réfugiés voisin et qui m'a invitée à passer une semaine chez elle. Depuis ce jour, ma vie a changé.

À mon tour, je me suis portée volontaire avec le *Karen Human Rights Group* où j'ai passé quatre ans à recenser les cas de violation des droits de la personne dans l'état Karen. Je me suis vite aperçue qu'on ne savait rien de ce qui se passait le long des autres frontières de la Birmanie. J'ai donc lancé une initiative similaire en Inde pour décrire la situation dans l'état Chin et faciliter la mise sur pied de l'organisation *Chin Human Rights Organization*. En 1999, je me suis rendue à la frontière avec le Bangladesh et j'ai été choquée par la situation des réfugiés rohingyas. Il semblait si évident que ces personnes avaient été oubliées du monde que je n'ai cessé de travailler avec elles depuis ce jour.

J'ai créé une équipe de terrain comprenant des personnes réfugiées qui font régulièrement rapport sur la situation des droits de la personne dans le nord de l'état Arakan et sur les conditions de vie des personnes réfugiées au Bangladesh. J'ai aussi entrepris des activités de sensibilisation internationale.

En 2002, j'ai été choisie pour participer au cours d'été sur les réfugiés à l'Université York, à Toronto. J'ai profité du voyage pour prendre contact avec des personnes réfugiées chin et karen installées à Ottawa. Elles m'ont présentée Inter Pares qui m'a invitée à participer à une conférence sur la Birmanie. Depuis 2003, le Projet Arakan bénéficie d'un soutien financier annuel d'Inter Pares. Nous sommes si reconnaissants! Les Rohingyas n'intéressent pas vraiment les donateurs; sans l'assistance d'Inter Pares, nous ne pourrions pas poursuivre nos recherches et activités de sensibilisation. Inter Pares a aussi organisé mon voyage au Canada pour prendre part à deux conférences sur la migration à Toronto et pour rencontrer le ministère des Affaires étrangères, le personnel de Citoyenneté et Immigration Canada et les membres du Groupe de travail sur la Birmanie au Canada.

Nous avons remporté quelques succès dans la sensibilisation à la situation des personnes réfugiées rohingyas. Ainsi, au Bangladesh, nous avons pu faire cesser le rapatriement forcé de milliers d'entre elles en 2003. Dernièrement, nous avons convaincu six Rapporteurs spéciaux des Nations Unies de produire une déclaration commune dans laquelle ont été dénoncées les persécutions et les discriminations exercées à l'encontre des Rohingyas en Birmanie.

Chris Lewa
Coordonnatrice, Projet Arakan

Le Canada a été le premier et continue d'être un des quelques pays à accepter des personnes réfugiées rohingyas du Bangladesh où vingt mille d'entre elles vivent dans des camps. Il y a entre cent mille et deux cent mille personnes réfugiées vivant en dehors des camps sans aide ni protection. À l'automne 2006, le Projet Arakan a facilité la réalisation d'un documentaire sur la situation des Rohingyas par l'Australian Broadcasting Corporation. Pour le voir, visiter le www.abc.net.au/foreign/content/2007/s1838868.htm (en anglais seulement).

Alimenter le mouvement

En 1997, dans l'ouest de la Birmanie, comme tous les jours depuis que son oncle avait été arrêté avec dix-huit autres personnes pour avoir organisé une cérémonie chrétienne, Kim est allé lui porter de la nourriture dans la prison locale dirigée par la junte militaire. Comme c'était le jour de son vingtième anniversaire, Kim avait apporté un repas spécial pour l'occasion. Mais, lorsqu'il est arrivé à la prison, son oncle et ses compagnons avaient disparu. Parti à leur recherche, Kim a découvert dix-neuf tombes fraîchement creusées dans la jungle proche. Peu de temps après et craignant pour sa propre sécurité, Kim s'est enfui en Inde.

Dans son nouveau foyer, il a appris que le régime birman avait l'intention d'exploiter les gisements marins de gaz naturel pour le vendre à l'Inde ou à la Chine. Les énormes réserves des champs de Shwe pourraient bel et bien devenir la principale source de revenus extérieurs de la junte militaire. En dépit d'appels internationaux pour l'arrêt des investissements étrangers en Birmanie jusqu'au rétablissement de la démocratie, de nombreuses entreprises, y compris des sociétés canadiennes, continuent de traiter avec le pouvoir militaire. Le village d'où Kim s'est enfui se trouve sur la trajectoire du gazoduc dont on envisage la construction. Sachant qu'il est improbable que sa communauté survive à sa réalisation, Kim a décidé de prendre les choses en main.

Il s'est donc joint au *Shwe Gas Movement* (SGM), un réseau grandissant de personnes et d'organisations préoc-

cupées par la radicalisation croissante d'un régime déjà très brutal ainsi que par la tendance à la militarisation et à la recrudescence de cas de violation des droits de la personne dans les régions visées par les projets de « développement » de la junte. SGM a des ramifications en Inde, au Bangladesh et en Thaïlande; il a établi des partenariats avec des organisations régionales et internationales. Le mouvement prépare du matériel de sensibilisation et d'éducation comme le rapport « *Supply and Command* ». En plaçant le fruit de ses recherches dans un réseau international, SGM touche un auditoire plus vaste et plus varié, depuis les membres du Parlement indien aux habitants du village de Kim.

En juin 2007, Inter Pares, qui a soutenu les activités de SGM depuis sa création, a facilité, en sa qualité de membre du Comité des ONG canadiennes sur la Birmanie, la participation de Kim au Programme international de formation sur les droits de la personne, à Montréal. Plus de cent trente participantes et participants venus de soixante pays différents ont pu, tout comme lui, approfondir leur connaissance des droits de la personne et bâtir des réseaux de solidarité internationale. Inter Pares a l'intention de poursuivre sa collaboration avec Kim et ses collègues qui représentent un élément essentiel du mouvement pour la démocratie en Birmanie.

Pour obtenir une copie du rapport sur le projet d'exploitation gazière à Shwe, visiter le www.shwe.org/media-releases/publications/file/SUPPLYANDCOMMAND.pdf (en anglais seulement).

Le parcours de Rebecca

Pendant des décennies, les personnes réfugiées ont parcouru à pied les chemins qui séparent la Thaïlande de la Birmanie dans l'espoir de vivre dans une relative sécurité. Rebecca Wolsak se souvient de son premier voyage à Mae Sot, une bourgade de la frontière thaïlandaise. « À plusieurs reprises, j'ai été abordée par des gens de la Birmanie qui voulaient me faire savoir comment les choses se passaient dans leur pays. » Leurs récits ont eu un impact déterminant sur la vie de Rebecca puisqu'ils l'ont convaincue de se solidariser avec le mouvement pour la démocratie et les droits de la personne en Birmanie. Ce combat fait désormais partie intégrante de sa vie.

Le parcours de Rebecca a été émaillé d'études, de voyages, de travaux et de séjours dans plusieurs pays du monde. Partie de Vancouver où elle a vu le jour, elle s'est retrouvée en Angleterre pour ses années de formation, puis en Australie et de retour en Écosse où elle a évolué dans le monde des festivals de théâtre. Bien qu'elle ait toujours été portée sur les activités artistiques telles que le théâtre, la danse et la musique, elle est, avant tout, convaincue par la nécessité de défendre les droits de la personne. Il était donc naturel que sa passion pour la justice sociale l'ait emmenée en Thaïlande où elle a passé cinq ans au service d'homologues d'Inter Pares dont les Équipes médicales mobiles et la Clinique Mae Tao.

Avec la Thaïlande comme base arrière, les Équipes médicales mobiles apportent des soins de santé à des personnes vivant dans les régions les plus dangereuses de Birmanie. En 2000, les Équipes médicales mobiles étaient une organisation jeune qui avait besoin de se doter d'outils de communication,

de gestion financière, d'administration et de collecte de fonds. Il va sans dire que la présence de Rebecca était un renfort considérable étant donné ses capacités exceptionnelles d'analyse, de rédaction, d'organisation, de gestion et de relations publiques qu'elle a développées dans le monde des arts. Deux années auprès des Équipes médicales mobiles lui ont permis de se familiariser avec la politique de la souffrance et de la résistance et de témoigner de la force de l'esprit humain. C'est dans ce contexte qu'elle a appris l'existence d'une organisation de justice sociale appelée Inter Pares qui appuyait déjà des activités à la frontière de la Thaïlande et de la Birmanie.

Après plusieurs années d'action en faveur de la paix, de l'environnement et des droits de la personne en Thaïlande, Rebecca a retrouvé sa famille à Vancouver. Dès son retour, elle a pris contact avec un groupe de solidarité local, pour organiser une exposition d'objets d'art et de tissus produits par *Borderline*, une organisation basée à la frontière thaï-birmane qui s'attache à faciliter l'expression créative des populations de la Birmanie en exil. C'était pour elle l'occasion de mettre son talent artistique au service des causes qu'elle défend et de montrer au Canada ce qui l'avait inspirée dans son combat pour la démocratie en Birmanie. C'était aussi l'occasion de reprendre contact avec Inter Pares qui a appuyé la manifestation artistique de Vancouver. Rebecca fait aujourd'hui partie de l'équipe d'Inter Pares avec qui elle poursuit son parcours militant à Ottawa.

Pour en savoir plus sur Borderline, visiter le www.borderlineshop.blogspot.com (en anglais seulement).

Martin Khor : Un homme audacieux

« J'ai toujours su qu'il y avait des problèmes avec les termes de l'échange, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce mais je n'ai jamais entendu quelqu'un l'expliquer aussi bien. » C'était un commentaire partagé par un grand nombre de personnes venues entendre l'exposé de Martin Khor dans le cadre d'une conférence sur le commerce et les droits de la personne à Ottawa. Le Directeur de Third World Network (TWN), un homologue de longue date d'Inter Pares et une voix respectée dans les forums internationaux sur les droits de la personne et l'ordre économique mondial, y a prononcé une allocution passionnée et parfois pleine d'humour. Après la conférence, David Bruer, membre de l'équipe d'Inter Pares, s'est entretenu avec Martin sur l'action de TWN.



CAROLINE BOUDREAU

Qu'est-ce qui a amené un professeur d'économie en Malaisie à créer un groupe comme TWN en 1984?

Au départ, TWN c'était des militantes et des militants qui critiquaient les politiques de leur gouvernement. On protestait contre la réalisation de certains projets en Malaisie, comme ces barrages que l'État voulait construire et qui causaient des déplacements de population et toutes sortes de problèmes environnementaux. Certaines personnes au gouvernement nous ont avoué être d'accord avec nous, mais avoir les mains liées par les instances internationales telles que la Banque mondiale qui subventionnaient les projets et en dictaient les politiques. Donc, dans les années quatre-vingts, nous nous sommes aperçus qu'il fallait modifier les politiques internationales. On n'avait pas froid aux yeux. Et, nous étions convaincus de parler juste et vrai. Nous nous sommes alors adressés à la Banque mondiale, forts des preuves rassemblées sur l'impact de sa politique sur les barrages, pour lui expliquer que cette politique était erronée et qu'il fallait la changer. C'est alors qu'on a pris conscience de l'importance des groupes des pays du Nord parce qu'ils pouvaient s'adresser à leurs politiciens qui tenaient les cordons de la bourse de la Banque. Nous avons donc uni nos forces, du Sud au Nord.

Pouvez-vous parler de votre approche dans le développement de coalitions?

Nous ne brandissons pas de slogan politique autour duquel tout le monde doit se rallier. Différents groupes unissent leurs efforts aux nôtres, au cas par cas; il arrive même qu'on ne soit pas d'accord sur certains sujets mais nous œuvrons main dans la main sur les questions d'intérêt commun. Nous rassemblons des informations et élaborons des analyses communes; puis, nous travaillons avec des groupes locaux : paysannes et paysans, populations étudiantes, écologistes et autres. Ce processus a pris une ampleur mondiale. L'initiative lancée en Malaisie est aujourd'hui un réseau qui dépasse les frontières de l'Asie. TWN est présente en Afrique; et nous avons des contacts avec de nombreux groupes en Amérique latine. L'expérience de la Malaisie avec les institutions financières internationales peut être utile en Bolivie ou en

Tanzanie. Quand il s'agit de questions économiques, il y a beaucoup de points communs parce que tous les pays sont aux prises avec le même ordre financier mondial.

En tant que réseau de la société civile, quels sont vos rapports avec les gouvernements?

Les gouvernements ne réfléchissent pas sur le long terme mais pensent aux élections à venir. La société civile peut s'offrir le luxe de voir loin. Il y a quinze ans, en tant que militantes et militants pour les droits de la personne, nous ne parlions pas des règles du commerce ni de l'économie; on ne voyait pas le lien. Mais ce n'est plus le cas. Nous envisageons notre rôle comme celui de trouver ces liens et d'aider les gouvernements à surmonter leurs intérêts étroits pour adopter une perspective à long terme. Des réseaux tels que TWN sont de plus en plus professionnels et réussissent à capter l'attention des gouvernements. Auparavant, nous citions les Nations Unies dans nos documents; aujourd'hui ce sont elles qui nous citent! En Tanzanie, lors d'un certain événement, je me suis approché du Président de ce pays et je lui ai dit ce qu'il convenait de faire, à mon sens. Il m'a écouté attentivement puis m'a organisé une rencontre avec le ministre des Finances pour approfondir la réflexion. Ce sont ces actes audacieux qui nous permettent de créer la solidarité Sud-Sud.

Inter Pares est fière de faire cause commune avec Third World Network dans le monde entier.

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Télé. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVID BERMAN.COM

